

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTRÔLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor)

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 14.05 Fr. 7.05
Union postale . . . » 26.- » 13.-
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Jeudi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES À L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Annonces: Publicitas, S. A. suisse de Publicité, 5, rue St-Honoré, Neuchâtel, Tél. 5.11.87
Succursales et Agences en Suisse et à l'Étranger

ANNONCES:

suisse 15 centimes le millimètre,
étrangères 20 cts. le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Avis important

Garantie contre les risques à l'exportation

Les exportateurs d'horlogerie qui n'auraient pas reçu les instructions nécessaires concernant le fonctionnement de la garantie contre les risques d'exportation (Circulaires de la Chambre suisse de l'Horlogerie des 13 et 22 décembre 1939), sont priés de les réclamer à leurs associations respectives, sections de la Chambre suisse de l'Horlogerie et de la F. H. Les exportateurs non affiliés à ces associations ont à s'adresser directement à la Chambre suisse de l'Horlogerie, à La Chaux-de-Fonds.

Chronique financière et fiscale

Notre circulation fiduciaire

Comme c'est le cas depuis de nombreuses années, la Banque nationale suisse a de nouveau, au cours de l'année qui vient de prendre fin, assumé en tout premier lieu le rôle de caisse centrale de l'économie suisse. Ainsi que le souligne l'Union de Banques Suisses dans son aperçu sur l'année 1939, la Banque nationale fut très peu mise à contribution par l'octroi de crédits. Même pendant les périodes de crise politique — au printemps lors de l'institution du protectorat sur la Bohême et la Moravie, en septembre au moment de l'ouverture des hostilités — l'accroissement de la circulation fiduciaire a eu surtout pour cause l'échange d'avoirs à vue des banques privées contre des billets.

En effet, les engagements à vue de la Banque nationale ont passé de 1663 millions de fr. à la fin de 1938 à 835 millions à la fin du mois d'octobre 1939; pendant la même période, la circulation fiduciaire a augmenté de 1751 à 2036 millions de fr. Ainsi, les engagements de la Banque nationale ont subi une importante réduction; mais par ailleurs, l'encaisse et les devises ont diminué de 482 millions de fr. pendant les dix premiers mois de l'année en cours; à fin octobre, or et devises représentaient un montant de 2684 millions, ce qui est encore considérable.

L'augmentation de la circulation fiduciaire a, en partie, pour cause le besoin croissant de disponibilités pour le paiement de la solde des militaires, les achats de prévoyance, etc. D'autre part, des billets de banque sont de nouveau thésaurisés, bien que cette fois-ci, contrairement à ce qui fut le cas pendant les journées d'août 1914, les autorités aient fait le nécessaire pour que le public ne manque à aucun moment de moyens de paiement. Quant aux fortes exportations d'or effectuées par la Suisse vers la fin de l'année, elles s'expliquent par le souci d'accroître les stocks de devises, par l'émigration de capitaux étrangers et le paiement de nos importations de marchandises, qui, par moment, ont beaucoup augmenté comparativement à l'année dernière.

A valoir sur le fonds d'égalisation des changes au montant de 539 millions de fr., deux sommes de 75 millions chacune ont été mises jusqu'ici à la disposition de la Confédération et des cantons. Pendant toute l'année, la Banque nationale suisse a maintenu le cours du franc suisse dans les limites prévues par la loi. De janvier à octobre 1939, le cours mensuel moyen n'est pas tombé en dessous de 98,10 % de la parité avec le dollar. Par contre, la livre anglaise et le franc français se sont dépréciés en 1939 par rapport au franc suisse. Mais ce qui revêt peut-être une signifi-

cation encore plus considérable, c'est le fait que même la livre anglaise et le franc français ne sont plus que des changes contrôlés; il va de soi que du point de vue suisse, l'extension des mesures officielles restreignant les opérations en devises est profondément regrettable. Sur les 15 milliards d'or constituant les réserves monétaires déclarées dans le monde entier, 10 milliards se trouvaient aux Etats-Unis à la fin du mois d'août, soit au début du conflit européen.

Par suite de la diminution de leurs engagements, les banques suisses ont continué en 1939 à réduire leurs placements. De septembre 1938 à septembre 1939, la somme des bilans des grandes banques commerciales est tombée à 4119 millions de fr., c'est-à-dire qu'il y a eu diminution de 280 millions. Il y a eu notamment davantage de remboursements d'obligations de caisse que de renouvellements ou de souscriptions nouvelles. Les remboursements ont pu se faire avant tout par la mise à contribution des importantes disponibilités de caisse qui, pour cette raison, ont reculé de 957 à 544 millions de fr. Ces modifications de la structure des bilans bancaires n'ont pratiquement pas modifié le degré de liquidité des établissements financiers, qui ont pu satisfaire aux demandes de la clientèle sans faire appel au crédit de la Banque nationale.

Chronique législative

Ordonnance d'exécution

de

L'arrêté du Conseil fédéral réglant provisoirement le paiement d'allocations pour perte de salaire aux travailleurs en service militaire actif.

(du 4 janvier 1940)

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

vu l'article 3 de l'arrêté fédéral du 30 août 1939 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité,

arrête:

I. CHAMP D'APPLICATION

Article premier

L'arrêté du Conseil fédéral du 20 décembre 1939 réglant provisoirement le paiement d'allocations pour perte de salaire aux travailleurs en service militaire actif (appelé ci-après «arrêté du Conseil fédéral») s'applique à toutes les entreprises sises sur territoire suisse.

II. ALLOCATIONS POUR PERTE DE SALAIRE

Art. 2.

L'engagement mentionné à l'article 1er de l'arrêté du Conseil fédéral s'entend de tout engagement au service d'un employeur, même s'il est passager de sa nature, comme celui du journalier, de l'auxiliaire et du travailleur similaire.

Le terme de «militaire» s'applique aussi aux personnes du sexe féminin qui sont incorporées dans les organismes de défense aérienne passive, dans les formations sanitaires de la Croix-Rouge ou dans une catégorie des services complémentaires.

Art. 3

Le salaire journalier qui sert à déterminer l'allocation pour perte de salaire (art. 3, 6e al., de l'arrêté du Conseil fédéral) se calcule, pour les travailleurs occupés en période normale pendant toute l'année, d'après le salaire journalier moyen (y compris les dimanches et les jours fériés), gagné dans les quatre semaines ou le mois de travail précédant immédiatement l'entrée au service actif.

En ce qui concerne les travailleurs qui ne sont occupés qu'exceptionnellement ou périodiquement et ceux dont l'activité est sujette à des fluctuations saisonnières, le département de l'économie publique prendra les dispositions nécessaires pour la détermination du salaire entrant en considération.

Dans l'un et l'autre cas (1er et 2e al.), l'article 6, 1er alinéa, de l'arrêté du Conseil fédéral et l'article 8 de la présente ordonnance s'appliquent par analogie.

Art. 4

Lorsqu'un militaire a droit à l'allocation prévue à l'article 2 de l'arrêté du Conseil fédéral, celle-ci lui est versée pendant toute la durée de chaque période de service actif par l'employeur qui l'a occupé en dernier lieu avant son entrée au service, même si l'engagement devait prendre fin pendant ce temps. Sont exceptés les cas de faillite de l'employeur, de saisie infructueuse exercée contre lui ou de cessation de commerce; dans ces cas, le versement est opéré par la caisse de compensation.

Sur demande motivée de l'employeur ou du travailleur, la caisse de compensation peut, dans un cas d'espèce, se charger du versement en lieu et place de l'employeur.

Lorsque plusieurs employeurs entrent en considération pour le même militaire à son entrée au service actif, c'est à l'employeur principal qu'incombe le versement.

Les règlements des caisses de compensation diront comment le militaire doit prouver qu'il a accompli un service actif (art. 4, 3e al., de l'arrêté du Conseil fédéral).

Art. 5

Le versement de l'allocation au militaire qui n'avait pas d'emploi au moment de son entrée au service actif, mais qui a droit à l'allocation en vertu de l'article 2, 1er alinéa, de l'arrêté du Conseil fédéral, est opéré à la fin de chaque mois par la caisse de compensation du canton où il était domicilié à ce moment-là.

Art. 6

Si l'employeur ne verse pas l'allocation dans le délai, le militaire ou ses proches (art. 4, 2e al., de l'arrêté du Conseil fédéral) doivent s'adresser à la caisse. Celle-ci paiera alors elle-même la somme due.

Art. 7

Demeurent réservées les conventions intervenues entre employeurs et travailleurs sur le paiement d'allocations plus élevées que celles prévues à l'article 3 de l'arrêté du Conseil fédéral, ainsi que le paiement volontaire de telles allocations. L'excédent ne peut toutefois être mis en compte par la caisse de compensation.

III. COUVERTURE DES DEPENSES

Art. 8

Tous les revenus que peut normalement procurer l'engagement, tels que les commissions des voyageurs de commerce et les pourboires des employés d'hôtel, de restaurant ou de café, sont, en principe, pris en considération pour la détermination du salaire. Les primes d'assurance et les prestations analogues ne sont pas déduites du salaire. Le département de l'économie publique donnera, dans les cas douteux, les instructions nécessaires.

Le salaire entrant en considération comprend aussi le salaire ou la part de salaire qui ne se paie pas en espèces (salaire en nature). Le département de l'économie publique donnera les instructions nécessaires pour définir et évaluer le salaire en nature, qui peut varier selon le groupe professionnel en cause. Pour les gens de maison du sexe féminin, le salaire en es-

pièces entre seul en considération; le département de l'économie publique décidera si d'autres exceptions doivent être consenties.

Ne rentrent pas dans le salaire servant à déterminer la contribution aux dépenses, outre l'allocation pour perte de salaire, les prestations de l'employeur prévues à l'article 7.

Art. 9

Les caisses de compensation recouvreront sans retard, par la voie de la poursuite, les contributions qu'un employeur doit à une caisse de compensation, mais qu'il n'a pas versées dans le délai.

IV. LES CAISSES DE COMPENSATION

Art. 10

Chaque caisse de compensation (art. 9 à 11 de l'arrêté du Conseil fédéral) assure la balance des recettes et dépenses de tous les employeurs qui lui sont affiliés. Il est toutefois loisible aux caisses d'ouvrir une agence pour chaque district, commune, groupe professionnel, etc. Les règlements des caisses définiront la tâche des agences.

Art. 11

Tout employeur qui n'est pas affilié à une caisse de compensation syndicale ou à une caisse spéciale (art. 9 et 11 de l'arrêté du Conseil fédéral) fait partie de la caisse de compensation du canton où est sise son entreprise.

Art. 12

Pour le relevé de compte visé à l'article 13, 1er alinéa, de l'arrêté du Conseil fédéral, l'employeur se servira d'une formule officielle, établie par les organismes dont dépendent les caisses de compensation et

approuvée par l'administration fédérale des finances. On pourra se servir de formules distinctes pour les différents groupes d'employeurs. Les formules sont fournies aux employeurs par la caisse, en autant d'exemplaires que de besoin. Elles doivent faire mention des peines frappant les auteurs d'indications fausses (art. 19, 1er al.).

Lorsque ce sera nécessaire, l'employeur joindra à son relevé de compte, en se conformant aux instructions de l'administration des finances, une liste des militaires à qui il a versé une allocation pour perte de salaire pendant la période en cause (art. 4, 1er al., de l'arrêté du Conseil fédéral).

En cas de circonstances spéciales, l'administration fédérale des finances peut, pour certaines catégories d'employeurs, prolonger en tant que de besoin la période prévue à l'article 13, 1er alinéa, de l'arrêté du Conseil fédéral pour l'envoi des relevés de comptes.

Art. 13

Les caisses de compensation doivent tenir un livre où seront inscrits leurs recettes et leurs dépenses, l'état de leurs comptes avec chacun des employeurs qui leur sont affiliés, ainsi que les allocations pour perte de salaire qu'elles ont eu à verser elles-mêmes (art. 4 à 6).

La caisse dresse, comme les employeurs, une liste des militaires à qui elle a versé elle-même une allocation pour perte de salaire (art. 4, 1er et 2e al., art. 5 et 6).

Les listes envoyées à la caisse par les employeurs (art. 12, 2e al.) seront conservées dans l'ordre alphabétique des employeurs.

Les caisses de compensation sont affranchies de toute imposition et taxation des pouvoirs publics.

Art. 14

Les organismes dont dépendent les caisses de compensation (art. 8, 2e al., de l'arrêté du Conseil fédéral) prennent, pour le rayon de leur caisse, les mesures propres à assurer, sous leur responsabilité, le contrôle de l'application de l'arrêté du Conseil fédéral, de la présente ordonnance et de toute autre prescription sur la matière. Ils répondent du dommage que causeraient les organes des caisses par manque de diligence dans leur gestion ou par un acte illicite.

Le département de l'économie publique, d'entente avec l'administration fédérale des finances, établira les instructions à suivre sur la comptabilité des caisses de compensation (art. 13, 1er al.).

La commission fédérale de surveillance a le droit de consulter périodiquement sur place les livres de comptes des caisses de compensation et les listes.

Les employeurs et les travailleurs donneront aux agents du contrôle des renseignements conformes à la vérité.

Si une association vient à manquer gravement ou de façon réitérée à ses obligations, le département de l'économie publique peut lui retirer le droit d'avoir une caisse de compensation.

Art. 15

Les agents d'exécution et les agents de surveillance ont l'obligation de garder le secret sur leurs constatations et observations.

Art. 16

Les pertes que les personnes responsables ne peuvent couvrir sont supportées par le fonds central de compensation.

JURA WATCH CO., DELÉMONT (SUISSE)

Manufacture de Montres Roskopf soignées et bon marché pour tous pays

Grande production en savonnets dorées, argentées, nickelées et acier noir, 16 et 19 lignes

Spécialité pour l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Angleterre et Colonies, Pays du Nord
Articles courants et de précision



Montres-bracelet de dames et hommes, système Roskopf et cylindre, fantaisie, bon marché
Continuellement des nouveautés



SCELLÉS SPÉCIAUX POUR MONTRES
livrables en toutes grandeurs
de 9 à 21 mm. de diamètre

PETITPIERRE & GRISEL
NEUCHÂTEL

CONTREPIVOTS ET
EMBOUTISSAGES
EN TOUS GENRES

Weber Frères, St-Imier

TÉLÉPHONE 1.51

HORLOGER COMPLET

ayant dirigé fabrication d'horlogerie, connaissant à fond la fabrication de la petite et grande pièce ainsi que du chronographe, cherche place de chef de fabrication.

Offres sous chiffre P 1016 N à Publicitas Neuchâtel.

Meules en Aggloméré
à haute teneur en diamant
pour travailler le métal dur

Demandez prospectus

Les Fils d'Antoine Vogel
PIETERLEN (Suisse)

VOYAGEUR

Nous cherchons un voyageur parlant allemand, français, évent. italien, pour visiter en auto les magasins d'horlogerie de toute la Suisse.

Faire offres à Gameo S.A.
5, Place St-François, Lausanne.

NOTZ & CO.
BIENNE

ACIER
SANDVIK

PIERRES FINES

Vérifiages - Amincissages
Lapidages
(Flachschleiferei)

A. GIRARD-ROTH

Erlach (lac de Bienne)

Téléphone 46

Toutes les spécialités.

On cherche

toute nouveauté en boîtes étanches chromées et plaqué or fond acier.

Offres avec échantillons s. chiffre P 1029 N à Publicitas Neuchâtel.

A vendre tour p. mécanicien

complètement neuf, avec renvoi et accessoires 1000 m/m, entrepointes 200 m/m, hauteur de pointes. Vis mère au pas Whitworth avec un guidage à prisme.

Prix Fr. 2.000.—

S'adresser à Paul Huguenin, Cycles, DL-Jean Richard 15 Le Locle.

Fournitures de bureau
TIMBRES CAOUTCHOUC

VVE C. LUTHY
LA CHAUX-DE-FONDS



HELIO-ROTO
HAEFELI & CIE

LA CHAUX-DE-FONDS

On achèterait

un appareil à vérifier la marche des montres.

Offres s. chiffre O 20034 U à Publicitas Bienne.

Horloger Emboîteur-termineur

partiellement occupé dans fabrique, spécialiste sur tous genres de montres fantaisie et savonn., cherche travail à domicile, évent. place fixe

Ecrire s. chiffre Nc 20033 U à Publicitas Bienne.

Atelier mécanique entreprendrait

travaux d'ajustage, montage, etc.

Faire offres s. chiffre M 20031 U à Publicitas Bienne.

Paul
DUBOIS
SOCIÉTÉ ANONYME
ST. IMIER SUISSE

SPECIALITÉS pour L'HORLOGERIE
PRECISION QUALITÉ



MAISON FONDÉE EN 1881

Imprimeurs: Haefeli & Co., La Chaux-de-Fonds

Informations

Le nouvel horaire

Nous apprenons que les services intéressés de la direction générale des C. F. F. viennent de terminer l'élaboration du projet d'horaire 1940-41 qui entrera en vigueur le 19 mai prochain. Ce projet sera soumis pour enquête publique aux autorités cantonales au début de la semaine prochaine, probablement à partir de mardi. Ces dernières pourront faire parvenir leurs observations, désirs de modification ou suggestions à la direction générale des C. F. F. jusqu'au 26 janvier. Celle-ci, de son côté, a jusqu'au 16 février pour y répondre. Les recours éventuels seront alors tranchés par le chef du Département fédéral des chemins de fer.

D'après nos renseignements, le nouvel horaire comporterait de notables améliorations vis-à-vis de celui actuellement en vigueur. L'introduction de nouveaux trains légers, si appréciés du public-voyageur, est prévue. Plusieurs correspondances seront améliorées. Les trains internationaux, composés exclusivement de voitures étrangères (il s'agit surtout de la ligne du Gothard) dont la circulation a été supprimée en raison de la guerre, se seront naturellement pas rétablis. Par contre, les autres trains internationaux seront maintenus pour autant que les circonstances le permettront. Les trains légers du matin et du soir entre Genève et Zurich via Lausanne et Berne qui, depuis l'ouverture de l'Exposition nationale, circulent aussi le dimanche, subsisteront également. On sait qu'ils rendent de grands services au public. Enfin, innovation que les Romands apprécieront tout particulièrement, une nouvelle paire de trains express entre Genève et Berne est prévue dans le courant de l'après-midi. Au total, le nouvel horaire prévoit une augmentation de près de 800,000 km.-locomotive.

Il est équitable, à cette occasion, de reconnaître le souci constant de la direction générale des C. F. F. d'améliorer l'horaire. Ses efforts ont surtout visé ces derniers temps à augmenter la densité de l'horaire, par l'introduction notamment de trains légers rapides. Ces innovations d'ordre technique qui tendent à rendre les communications ferroviaires plus souples et plus conformes aux besoins du public ont été accueillies avec faveur. Elles montrent aussi que dans ce domaine, les C. F. F. ne sont pas un organisme trop rigide, incapable de s'adapter aux exigences du trafic moderne.

Légations et Consuls

Le nouveau ministre de Suisse à Londres

Nous apprenons que M. Walter Thurnheer, le nouveau ministre de Suisse à Londres, a déjà quitté Berne pour se rendre, via Paris, à son nouveau poste.

Le nouveau représentant de la Confédération à la Cour de St-James est âgé de 56 ans et était en dernier lieu ministre de Suisse à Tokio. Il est docteur de la faculté de droit de l'Université de Zurich et a été tout d'abord secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie où il acquit d'excellentes connaissances économiques. En 1915, il entra dans la carrière diplomatique. Trois ans plus tard, il était adjoint du chef de la division des affaires étrangères. Puis il vint à la Légation de Suisse à Paris. En 1925, il partit pour Washington comme conseiller de légation, fut consul général à Montréal (Canada) de 1925 à 1934 puis ministre de Suisse au Japon pendant ces cinq dernières années. Les connaissances économiques du nouveau ministre de Suisse à Londres lui seront d'un excellent secours pour mener à bien les questions commerciales qui sont actuellement en suspens entre la Suisse et la Grande-Bretagne.

La Chambre suisse de l'Horlogerie, rue de la Serre 58, à La Chaux-de-Fonds, tient à la disposition des industriels intéressés, pour être consulté dans ses bureaux:

Le Répertoire des marques de fabrique pour l'horlogerie.

Le Répertoire des brevets d'inventions suisses pour l'horlogerie et les branches annexes, facilitant les recherches d'antériorité.

Les tableaux de statistique d'exportation d'horlogerie par pays.

Les principaux journaux horlogers suisses et étrangers.

Transports

Sauvegarde d'intérêts suisses

Les maisons suisses pour le compte desquelles des marchandises sont transportées à bord des bateaux « Leander », « Martini », « Black Falcon », « Persian », « Westland », « Somali », « Sommelsdijk » et « Isarco » sont invitées à se mettre en rapport avant le 9 janvier pour le vapeur « Isarco » et avant le 15 janvier pour les autres vapeurs avec le Bureau du Contentieux de la Division des Affaires étrangères du département politique fédéral, à l'effet de sauvegarder leurs intérêts.

Postes, Télégraphes et Téléphones

Service postal avec la Pologne et la Lithuanie

Selon communications des administrations postales d'Allemagne et de Russie soviétique, on peut actuellement expédier à destination de la Pologne les catégories suivantes d'envois postaux:

1. Des objets de correspondance ordinaires et recommandés pour

a) la Prusse occidentale, la Posnanie et la Haute-Silésie, qui appartenaient avant 1914 à l'Allemagne, ainsi que pour la région de l'Olsa;

b) les provinces de la Pologne orientale occupées par la Russie.

Une nomenclature des principales localités des régions a) peut être consultée dans les offices de poste suisses les plus importants. Les indications concernant les territoires visés sous lettre b) font encore défaut.

Les envois recommandés ne sont admis qu'aux risques et périls de l'expéditeur.

2. Des cartes postales ordinaires et des lettres ordinaires ouvertes, en langues allemande ou polonaise, jusqu'à 250 g., à destination de toutes les localités du gouvernement général pour les territoires polonais occupés par l'Allemagne. Les envois en d'autres langues que l'allemand ou le polonais et en écritures autres que les écritures allemande ou latine ne sont pas transmis.

Les services de colis postaux et de mandats de poste avec les territoires de Pologne mentionnés sous chiffres 1 et 2 ci-dessus restent suspendus jusqu'à nouvel avis.

Nous rappelons que le service postal international avec la région de Wilna (Vilnius) rattachée à la Lithuanie est exécuté maintenant aux mêmes taxes et conditions qu'avec la Lithuanie. Les principaux offices de poste renseignent sur les localités polonaises rattachées à la Lithuanie.

Correspondances-avion en provenance du Brésil

L'administration des postes brésiliennes fait savoir que les cartes postales-avion ne dépassant pas 5 grammes, originaires du Brésil à destination de l'Europe, déposées du 1er décembre 1939 au 8 janvier 1940, bénéficient d'une taxe réduite (taxe ordinaire et surtaxe aérienne), fixée à 2500 reis.

Danemark. — Service des remboursements et des recouvrements

Dès le 2 janvier 1940, les remboursements (lettres et colis) et les recouvrements de la Suisse à destination du Danemark sont de nouveau admis. Montants maxima: recouvrements pour le Danemark 200 couronnes; remboursements pour le Danemark, l'équivalent de 200 couronnes danoises.

Registre du Commerce

Enregistrements:

26/12/39. — Sous la raison sociale H. & A. Evard G. m. b. H., a été fondée une soc. à resp. limitée avec siège à Bienne. Vente de montres, bijouterie, appareils de radio et gramophones. Les associés sont Henri et Adrien Evard, tous deux de Chézard à Bienne. La soc. reprend l'actif et le passif de la soc. en nom collectif H. et E. Evard.

26/12/39. — Manufacture des montres Rolex, Aegler S. A., à Bienne. Le Conseil d'administration a formé son bureau comme suit: Hermann Aegler, de Krattigen, à Bienne, président. Hans Wilsdorf, sujet anglais, à Genève, vice-président. Emil Borer, de Grindel, à Bienne, secrétaire.

Modifications:

26/12/39. — La raison simple Tièche-König, commerce de montres et bijouterie, à Bienne, est radiée en suite de sa transformation en soc. an. Sous la raison Tièche-König A. G., s'est fondée à Bienne une soc. an. qui reprend l'actif et le passif de l'ancienne raison Tièche-König, commerce d'hor-

logerie et de bijouterie. Le capital-actions est de fr. 50,000.— en 50 actions nominatives de fr. 1,000.—. Un seul administrateur a été désigné en la personne de Paul Tièche père, de Reconvilier, à Bienne, qui a la signature sociale individuelle. Procuration collective a été donnée à ses deux fils Paul et Otto.

27/12/39. — La raison simple Louis Albert Bridler, bracelets cuir, à Bienne, est radiée ensuite de sa transformation en soc. en nom coll.

Sous la raison Bridler & Cie, a été fondée à Bienne une soc. en nom collectif qui reprend l'actif et le passif de la raison simple Louis Albert Bridler. Les associés sont Louis Albert Bridler de Müllheim (Thurgovie) et son épouse Hélène Bridler, née Laffely, tous deux à Bienne. Ils fournissent collectivement.

29/12/39. — La soc. an. Fabex, fournitures d'horlogerie à Neuchâtel, a décidé le transfert de son siège à Bienne. Un seul administrateur est désigné en la personne de Adrien Délémont, de Les Bois, à Bienne.

31/1/40. — Aventura S. A. Soc. pour l'Industrie des Pierres fines, à Avenches, a modifié sa raison sociale en y adjoignant le nom d'Avenches. Elle a abrogé ses statuts sociaux et les a remplacés par de nouveaux statuts. Les signatures sociales restent les mêmes.

Radiations:

30/12/39. — La soc. en nom collectif Belet & Fettelet, fabrication de pierres fines à Montignez, est dissoute. La liquidation étant terminée, cette raison est radiée.

2/1/40. — La raison Albert Uebelhardt, fabrication d'horlogerie à Rosières, est radiée ensuite de remise de commerce.

2/1/40. — Usines Métallurgiques S. A., Dornach. La signature sociale collective de Alfred Bühlmann, vice-directeur, est radiée.

2/1/40. — La S. A. Monbijou, à Bâle, fabrication de bijouterie, a terminé sa liquidation, et cette raison est radiée.

Avis de l'Information Horlogère Suisse

Rue Léopold Robert 42, La Chaux-de-Fonds

La maison

Dame Simon, Montres Eres, Paris

est en faillite. Les créanciers sont priés de nous envoyer le relevé de leur compte en triple, au plus vite, afin que nous puissions produire dans les délais.

— Les créanciers des maisons:

Monnin, André, Sonvilier

Regulus G. m. b. H., Prague

sont priés de nous envoyer le relevé de leur compte en triple, afin que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

— Nous mettons en garde contre:

Banin, Y. S. Jacob, Camp. Aden

Brennwald, Henri, Zurich

Da Silva, Ricardo Gaetano, Lisbonne

Dimitrijevic, Dimitrije G. « Juvela », Skoplje (Yougoslavie)

Robert, F. H., Lausanne, St-Pierre 4.

— Nous recherchons le nommé:

David Silberberg, ci-devant à Bratislava, Grössling 73.

Les personnes qui pourraient nous indiquer son adresse actuelle sont priées de nous en faire part.

— Les maisons qui sont en relations avec:

VLCN VESXJQC KSQC

sont invitées à se mettre en rapport avec notre bureau.

Chef de fabrication

Horloger complet, sérieux et capable, expérimenté dans la fabrication soignée, habitué au personnel, bon organisateur, pouvant prendre la responsabilité d'une fabrication moderne depuis la vérification de l'ébauche à la terminaison de la montre, cherche place comme tel dans maison sérieuse et d'avenir.

Offres sous chiffre P 10023 N à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Abonnez-vous!

A LA FEDERATION HORLOGERE SUISSE

Journal hebdomadaire du plus haut intérêt

Abonnements: Suisse, un an Fr. 14.05

Suisse, 6 mois 7.05

Etranger, un an 26.—

Etranger, 6 mois 13.—

Compte de chèques postaux IV b 426

1940
94^{me} année

VIENT DE PARAÎTRE

1940
82^{me} édition**INDICATEUR DAVOINE**

Indicateur général de l'Horlogerie suisse et régions limitrophes

Recueil d'adresses de cette industrie et des fabriques de bijouterie, de joaillerie, de lunetterie, de machines et pièces à musique. — Un résumé des dispositions légales sur le contrôle des métaux précieux. — Le tableau des **droits de douane** avec tous les pays. — Une table alphabétique des Marques de fabrique. — Un vocabulaire français - allemand - anglais. — Des renseignements utiles.

Prix : Suisse, fr. 5.—, autres pays, fr. 6.— suisses.

Editeur: **GOGLER PUBLICITÉ**

Rue de la Serre 14 La Chaux-de-Fonds Rue de la Serre 14

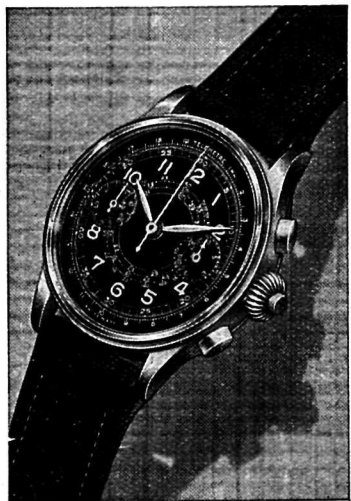
**HUILE EXTRA FINE****„SINE DOLO“**

pour Chronomètres
Montres-bracelets
Montres, Pendules
Petite mécanique

Graisse „SINE DOLO“

DONNE COMPLÈTE SATISFACTION

En vente dans toutes les maisons de fournitures d'horlogerie

Huile „SINE DOLO“, Bienne.**ASTIN WATCH**

LA CHAUX-DE-FONDS

Tél. 2.38.05 Léop. Robert 94

Montres ancre et cylindre
tous genres

Spécialité:

ses chronographes

Malgré la situation actuelle,

LES FABRIQUES PIERRE SEITZ

LES BRENETS (SUISSE)

Téléphone 3.30.44

livrent rapidement
toutes pierres d'horlogerie
et contre-pivots.

Longue expérience dans la
fabrication de la pierre à
chasser, diamètre précis, trous
garantis concentriques.

SPÉCIALISTE DE LA PIERRE, TROU OLIVÉ
Livraisons rapides et consciencieuses, au plus juste prix.

MÉROZ FRÈRES
LA CHAUX-DE-FONDS

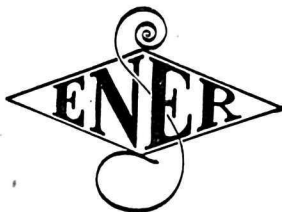
Rue du Commerce, 5

- Fabrique de pierres en tous genres pour l'horlogerie
- Livraisons rapides

FABRIQUE D'AIGUILLES DE MONTRES
LE SUCCÈS

Téléph. 2.29.44 **CHAUX-DE-FONDS** Succès 5-7

livre vite et bien
pour fabrication et exportation



Maison conventionnelle

Fabrique de ressorts de montres

V. GEISER & FILS

LA CHAUX-DE-FONDS

Temple-Allemand 93

Tél. 2.34.40

Spécialistes de la qualité EXTRA ET ULTRA
SOIGNÉE, ressorts bon courant,
RESSORTS DEMI-RENVERSÉS,
RESSORTS RENVERSÉS VÉRITABLES
DE QUALITÉ INSURPASSABLE

PIERRES CHASSÉES - CHATONS - BOUCHONS

Empierrage de mouvements simples et compliqués

ALBERT STEINMANN

Téléphone 2.24.59

La Chaux-de-Fonds, Léop. Robert 109

Outillé pour faire le préparage d'ébauches

LIVRE VITE - BIEN - BON MARCHÉ

Seul fabricant des machines à calculer „STIMA“ et „TREBLA“

Se charge de la fabrication de tous genres de compteurs et tous travaux de grande série.

Manufacture d'Horlogerie
compliquée

G.-H. GUINAND

LES BRENETS (Suisse)

Téléph. 3.30.04

Chronographes, Rattrapantes, Compteurs
en tous genres

Chronographes-Bracelets 13, 14, 15 lig.



Pour vos „QUALITÉS 1940“
adoptez un revêtement galvanique impeccable

NICKELAGE

ARGENTAGE

RHODIAGE

MEYLAN FILS & CO

LA CHAUX-DE-FONDS, PARC 148

TÉL. 2.34.60

INSTALLATIONS ULTRA-MODERNES

— LIVRAISONS RAPIDES

**PIERRES FINES pour L'HORLOGERIE****BRUNNER FRÈRES**

LES ÉCREUSES LE LOCLE

TÉLÉPHONES: BUREAU 3.12.57
DOMICILE 3.15.98

PIERRES A CHASSER, diamètres précis

Livraisons par retour.

PRIX AVANTAGEUX

EXPORTATION

**LEONIDAS****LES SPÉCIALISTES**

en CHRONOGRAPHES et
COMPTEURS de SPORT

LÉONIDAS WATCH FACTORY LTD

Saint-Imier (Suisse)

V. LES COMMISSIONS D'ARBITRAGE ET LA COMMISSION FÉDÉRALE DE SURVEILLANCE

Art. 17

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées, la commission fédérale de surveillance peut former des sous-commissions de nature paritaire.

Les présidents des commissions d'arbitrage des caisses de compensation syndicales, ainsi que le président et les membres de la commission fédérale de surveillance, sont indemnisés, pour leurs occupations officielles, par la caisse fédérale.

Les règlements des commissions d'arbitrage des caisses de compensation syndicales et celui de la commission fédérale de surveillance sont établis par le département de l'économie publique, ceux des commissions d'arbitrage des caisses de compensation cantonales, par les gouvernements cantonaux. Les règlements cantonaux doivent être approuvés par le département de l'économie publique.

Les dispositions de l'article 15 s'appliquent aussi aux membres des commissions d'arbitrage et de la commission fédérale de surveillance.

Le département de l'économie publique et la commission fédérale de surveillance pourront saisir les commissions d'arbitrage des différends prévus à l'article 15, 3e alinéa, de l'arrêté du Conseil fédéral.

VI. DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 18

Celui qui, par des indications fausses ou incomplètes, aura illicitement obtenu, pour lui-même ou pour autrui, des allocations prévues par l'arrêté du Conseil fédéral ou par les prescriptions d'exécution,

celui qui, d'une manière coupable, se sera soustrait en tout ou en partie à l'obligation de contribuer prévue par l'arrêté du Conseil fédéral ou par les prescriptions d'exécution,

celui qui aura révélé un secret, dont il a eu connaissance en vertu de sa fonction,

sera puni d'une amende de 10,000 francs au plus. Si l'infraction a été commise par négligence, l'amende sera de 300 francs au plus.

Les allocations obtenues illicitement seront remboursées et les contributions manquantes seront subsequemment versées.

Art. 19

Celui qui contrevient à l'obligation de renseigner l'autorité compétente, ou s'oppose, ou empêche d'une autre manière un contrôle ordonné par celle-ci,

celui qui ne remplit pas de façon véridique les formules prescrites,

est puni d'une amende de 200 francs au plus, à moins qu'il ne s'agisse du cas prévu par l'article 18.

L'employeur qui tarde à verser les allocations pour perte de salaire (art. 6 et 9) est passible d'une amende de 50 francs au plus.

En cas de récidive, le maximum de l'amende est doublé.

Art. 20

Si l'infraction est commise dans la gestion d'une personne morale ou d'une société en nom collectif ou en commandite, les dispositions pénales s'appliquent aux personnes qui ont agi ou auraient dû agir en son nom. Toutefois, la personne morale ou la société est tenue solidairement de l'amende et des frais.

Art. 21

Les dispositions générales du code pénal fédéral sont applicables.

La poursuite et le jugement des infractions incombent aux cantons.

Tous les jugements, prononcés administratifs et ordonnances de non-lieu doivent être communiqués immédiatement et gratuitement, en leur expédition intégrale, au ministère public de la Confédération, pour l'information du Conseil fédéral.

VII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 22

Dès le 1er février 1940 et aussi longtemps que l'arrêté du Conseil fédéral sera en vigueur, l'article 335 du code des obligations ne s'appliquera pas au cas de service militaire.

Art. 23

Dès le 1er février 1940, tous les employeurs établis en Suisse auront à appliquer sans autre sommation les prescriptions auxquelles les soumettent l'arrêté du Conseil fédéral, ainsi que les ordonnances et instructions édictées en vertu de celui-ci.

Les gouvernements cantonaux pourvoiront, pour le 20 janvier 1940 au plus tard, à ce que toutes ces prescriptions soient portées comme il convient à la connaissance des employeurs et que ceux-ci puissent se renseigner auprès d'un office communal. Ils édic-

teront les dispositions d'exécution et y assigneront certaines tâches aux autorités locales.

Art. 24

Les caisses de compensation fourniront, pour le 20 février 1940, les formules de relevés de comptes (art. 12) aux employeurs qui leur sont affiliés.

Les relevés du premier mois seront envoyés, dans la forme prescrite aux caisses de compensation, pour le 10 mars 1940 au plus tard.

Le fonds central de compensation fera, pour le 1er février 1940, les avances nécessaires aux caisses de compensation cantonales (art. 14, 4e al., de l'arrêté du Conseil fédéral), afin que ces caisses puissent, de leur côté, faire des avances aux employeurs, à quelque caisse qu'ils soient affiliés, pour le paiement de l'allocation venant à échéance en février 1940.

Art. 25

Les associations professionnelles d'employeurs qui veulent instituer une caisse de compensation syndicale au sens de l'article 9, 1er et 3e alinéas, de l'arrêté du Conseil fédéral doivent le déclarer par écrit au département de l'économie publique le 20 janvier 1940 au plus tard et soumettre les règlements à son approbation le 31 janvier 1940 au plus tard.

Art. 26

Le département de l'économie publique édictera les prescriptions et instructions nécessaires à l'application de la présente ordonnance. Il pourra faire procéder à des vérifications par des agents commis à cet effet et confier l'accomplissement de tâches déterminées aux services qui lui sont subordonnés.

Art. 27

La présente ordonnance entre en vigueur en même temps que l'arrêté du Conseil fédéral.

Berne, le 4 janvier 1940.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération,
PILET-GOLAZ.

Le chancelier de la Confédération,
G. BOVET.

Trafic des paiements avec l'étranger

Allemagne

Protectorat de Bohême et de Moravie

Nous rappelons à nos lecteurs que l'exportateur suisse devra s'assurer, avant toute expédition de marchandises vers le protectorat susmentionné, si son client a obtenu l'autorisation de devises nécessaire.

Les maisons suisses sont en outre priées de communiquer toutes observations favorables ou défavorables concernant le transfert des paiements du protectorat au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

Bolivie

Changement de l'obligation de céder les 100 % des devises provenant de l'exportation de minerais

Le décret du 7. VI. 39 vient d'être modifié (par décret du 1. X. 39), dans ce sens que chaque maison est obligée de vendre 50 % des devises provenant des 45 % du contingent total d'exportation d'étain qui lui est réservée. En ce qui concerne le restant de 45 % d'étain exporté, le pourcentage devant être cédé au Banco Central s'élève de 32 à 45 %.

Dantzig

Reprise des services d'encaissement et de paiement

Le 1er novembre 1939, les offices de poste de l'ancien territoire de la Ville libre de Dantzig ont repris l'exécution des services de mandats de poste, de recouvrements, de virements postaux, de remboursements et de bulletins d'affranchissement dans les relations avec l'étranger. Ces services s'effectuent aux conditions qui sont valables pour le territoire postal allemand.

Equateur

Régime des devises

Un décret du gouvernement de l'Equateur du 11 octobre 1939 stipule qu'à partir de cette date le dépôt à faire en monnaie du pays ou en devises auprès de la Banque centrale ou d'une de ses succursales sera de 15 % de la valeur fob de la commande et non plus 30 % comme auparavant. La Banque centrale restituera la moitié des montants déposés et non liquidés jusqu'à cette date, constituant le 30 % des valeurs des commandes d'importation.

Chypre

Contrôle des devises

D'après les informations qui viennent de nous parvenir, l'île de Chypre vient d'instituer le contrôle des changes qui vise en premier lieu la prohibition d'importation d'articles de luxe.

France

Création d'un office de compensation

Sous la dénomination d'Office de compensation, un établissement public a été créé pour la durée des hostilités. Cet office est chargé d'intervenir en liaison avec l'Office des changes, dans les paiements entre la France et certains pays étrangers. Il est chargé, à partir du 1er janvier 1940, des fonctions précédemment confiées à l'Office de compensation près la Chambre de commerce de Paris.

Iran

Un décret entré en vigueur le 21 décembre réajuste le cours officiel de change sur l'étalon or. En ce qui concerne les principales monnaies, les cours sont les suivants: 1 Lstg. = 68 rials; 1 \$ = 17 rials; 1 fr. s. = 3,87 rials.

Utilisation des devises provenant d'assurances sur la vie

Par décision du Conseil des ministres de l'Iran, la Commission provenant de polices d'assurance sur la vie pour le paiement de marchandises importées.

Italie

Importation et exportation de monnaie italienne

Un décret ministériel publié dans la «Gazzetta Ufficiale» du 5. XII. 39 prévoit la libre importation et exportation de billets de banque italiens de 10 liras jusqu'à 200 liras au maximum, ainsi que de pièces de monnaie italiennes jusqu'à 50 liras au maximum.

Les étrangers ainsi que les voyageurs italiens domiciliés à l'étranger sont autorisés à importer ou exporter dans les limites indiquées, à part les lettres de crédit et les chèques de voyages, des billets de banque italiens ou des pièces de monnaie. Les lettres de crédit ainsi que les chèques de voyage non utilisés pourront être réexportés et échangés auprès du bureau d'émission à l'étranger.

Kenya

Restrictions de devises

L'octroi de devises pour le paiement des importations suppose, à quelques exceptions près, que l'importateur a obtenu une licence délivrée par le commissaire des douanes. L'importateur portera une copie de la licence à la banque, remplira la formule de demande pour les changes étrangers et obtiendra les devises.

En ce qui concerne les engagements pris avant la guerre ainsi que toutes les dépenses personnelles et de voyages, les devises étrangères peuvent être obtenues sur demande auprès d'une banque.

Suède

Défense d'exportation de devises

Un «Gentlemen's Agreement» conclu entre les banques a pour but d'empêcher la fuite des capitaux et défend l'exportation des devises. Les banques étrangères ainsi que des personnes ou maisons établies à l'étranger peuvent cependant continuer à disposer de leur avoir en couronnes et les transférer à l'étranger. Les importateurs suédois peuvent se faire octroyer, contre présentation des factures, les devises nécessaires pour le paiement des marchandises importées. De même des devises sont délivrées pour le paiement de provisions, frais de transports et d'assurance, salaires, frais de brevets ainsi que des intérêts et des amortissements de dettes à l'étranger. Un montant maximum de 500 couronnes est mis à disposition pour le paiement d'une aide financière ainsi que pour des dons. A condition que le besoin en soit prouvé, des devises sont octroyées pour des voyages à l'étranger, même dans des buts d'agrément.

Les difficultés actuelles sur le marché des devises ressortent également du fait que la Banque nationale a augmenté de 1/2 %, en date du 14 courant et avec entrée en vigueur le 15 courant, le taux d'escompte ainsi que tous les taux d'intérêts pour les prêts.

Turquie

Diminution de la prime pour les compensations privées

Le journal «Nachrichten für Aussenhandel» annonce que les primes ayant trait à des affaires de compensation en tabac ont été diminuées. La diminution varie d'après les différents pays; en ce qui concerne la Suisse, la prime d'exportation est tombée de 48 % à 40 % et la prime d'importation de 79 % à 70 %.

Danemark**Contrôle des devises**

Dorénavant des devises d'une valeur maximum de 500 couronnes danoises pour 6 mois sont octroyées pour des voyages à l'étranger.

Finlande

Suppression des crédits pour les entreprises étrangères
La Banque de Finlande a supprimé tous crédits pour les succursales d'entreprises étrangères en Finlande.

Yougoslavie**Garantie concernant les devises provenant de l'exportation**

Tandis que jusqu'à présent des marchandises d'une valeur maximum de 1000 dinars pouvaient être exportées sans permis spécial de la Banque nationale, dorénavant une garantie est requise pour l'exportation dépassant la valeur de 250 dinars. Cette garantie consiste en un permis délivré par la Banque nationale ou une autre banque autorisée « ad hoc ».

Straits Settlements**Contrôle des devises**

Depuis le 13. IX. 39 le droit à l'achat et à la vente d'or, de devises et de monnaies étrangères est réservé à quatre banques britanniques (authorized Dealers) qui sont tenues de se conformer à un cours fixé officiellement. Toute affaire de devises suppose l'octroi d'un permis du « Foreign Exchange Controller ». En ce qui concerne la monnaie indo-néerlandaise, des prescriptions spéciales ont été édictées en tenant compte des besoins du commerce en produits provenant des Indes néerlandaises.

Syrie—Liban**Contrôle des changes**

Une série d'arrêtés publiés le 3 décembre institue le contrôle des changes.

Selon les premiers renseignements qui nous sont parvenus, ces mesures n'ont pas pour but de freiner le commerce extérieur ni d'empêcher l'exécution des obligations contractées avec l'étranger ni enfin de retenir dans le pays les avoirs étrangers qui y étaient en dépôt.

L'Office des changes est autorisé à délivrer des devises lorsqu'il s'agit de permettre l'exécution d'une obligation régulière envers l'étranger, antérieure au 3 décembre, pour autant que celle-ci lui soit prouvée. De même il peut mettre, dans une limite raisonnable, des devises à la disposition des voyageurs quittant le pays, ainsi que pour le paiement de toutes les importations admises par le service économique du haut commissariat comme répondant aux nécessités normales de l'approvisionnement du pays.

L'exportation de l'or demeure comme par le passé interdite, son importation est assimilée à celle de n'importe quelle marchandise. Quant à la détention de l'or et au commerce de l'or à l'intérieur, il demeure toujours libre. Ces nouvelles mesures constituent donc un régime de liberté contrôlée et leur but est d'empêcher des sorties de capitaux qui ne correspondraient pas à des contrats antérieurs ou à des besoins normaux.

Commerce extérieur**Ceylan****Restrictions d'importation**

La « Ceylon Government Gazette Extraordinary » du 1er novembre 1939 publie le texte de 3 ordonnances, datées du 1er novembre, selon lesquelles l'importation des marchandises suivantes est interdite à Ceylan:

Pos. 173. — Bijouterie, orfèvrerie, argenterie (y compris le fil d'or, mais ne comprenant pas le plaqué or et argent).

Pos. 176. — Gramophones et disques de phonographes. Marchandises dont l'importation en provenance du Canada, ou d'autres territoires ne faisant pas partie de l'Empire Britannique, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une licence:

Pos. 28. — Montres, complètes et fournitures d'horlogerie.

Pos. 55. — Gramophones et phonographes, y compris les pièces de rechange et accessoires autres que les disques.

British Honduras - Honduras Britannique**Surtaxes sur certaines marchandises**

Le « Board of Trade » a reçu la copie d'une résolution passée le 1er novembre 1939 et en vigueur depuis cette date, imposant une surtaxe sur certaines positions du tarif douanier de l'Honduras Britannique, venant s'ajouter aux droits actuellement appliqués pour l'importation dans la colonie.

Les positions sur lesquelles cette surtaxe est appliquée sont les suivantes:

32 Pendules et montres, ainsi que les fournitures pour ces dernières	25 %
65 Bijouterie, y compris les imitations	25 %
76 Instruments de musique de toutes sortes, exception faite des jouets	25 %

Tonga**Restrictions d'importation**

La « Tonga Government Gazette » du 16 octobre 1939 publie le texte d'une ordonnance interdisant absolument l'importation des marchandises suivantes à Tonga:

... disques de gramophones, bijouterie, etc., Instruments de musique.

L'ordonnance interdit également l'importation des marchandises suivantes, à moins qu'une licence ait été obtenue:

(c) Pendules et montres.

Grenada (Iles du Vent)

Le « Board of Trade Journal » a reçu un exemplaire des prescriptions concernant les licences d'importation et d'exportation du 30 octobre, interdisant l'importation à Grenada, à moins d'avoir obtenu une licence, de toutes marchandises et matières de n'importe quelle nature ou description, et de bétail.

La « Grenada Government Gazette » du 4 novembre 1939 publie le texte d'une licence générale d'importation accordée conformément aux prescriptions ci-dessus le 2 novembre 1939, autorisant l'importation à Grenada de n'importe quelles marchandises qui peuvent être importées du Royaume-Uni et des Colonies et dominions anglais, autres que le Canada, Terre-Neuve, Hong-Kong et du Soudan.

Les interdictions d'importation publiées à la page 665 du « Board of Trade Journal » du 9 novembre 1939, sont annulées.

Guyane anglaise**Restrictions d'importation.**

La « British Guiana Official Gazette (Extraordinary) » du 8 novembre 1939 publie le texte d'une ordonnance mise en vigueur à la même date et interdisant l'importation dans la colonie de marchandises et articles de toutes descriptions en provenance du Canada, de Terre-Neuve, Hong-Kong, du Soudan et de tous les pays étrangers, à moins d'avoir obtenu une licence.

L'avis publié dans le « Board of Trade Journal » du 9 novembre (page 662) est révoqué.

Straits Settlements (Etablissements des Détroits).

Conformément à l'avis No. 3631, l'importation des marchandises suivantes aux Etablissements des Détroits, de pays autres que ceux faisant partie de l'Empire Britannique dont la monnaie est en £ sterling, ou de l'Egypte, de l'Iraq et du Soudan Anglo-Egyptien, est interdite:

215 — Bijouterie et orfèvrerie
222 — Gramophones et phonographes
223 — Aiguilles de gramophones et phonographes
224 — Parties de gramophones ou de phonographes qui ne sont pas spécifiées ailleurs
231 — Argenterie, articles en argent doré ou non.

Statistique mensuelle sur le poinçonnement des ouvrages en métaux précieux et sur les essais de produits de la fonte**Monatliche Statistik über die Stempelung von Edelmetallwaren u. über die Proben von Schmelzprodukten**

Bureaux	Fabrication nationale Inländische Fabrikation			Fabrication étrangère Ausländische Fabrikation			Bijouterie-Orfèvrerie Schmuck- und Schmiedwaren 1)	Essais/ Proben
	Or Gold	Argent Silber	Platine Platin	Or Gold	Argent Silber	Platine Platin		
Décembre 1939								
Bâle	—	—	—	1	—	—	97	2
Berne	—	—	—	—	—	—	15	117
Bienne	147	37	—	—	—	—	160	28
Buchs	—	—	—	—	—	—	—	—
La Chaux-de-Fonds	14 469	326	10	—	10	1	90	120
Chiasso	—	—	—	—	—	—	—	1
Genève	1 750	3	34	2	—	—	865	14
Grenchen	362	301	—	—	—	—	4	3
Le Locle	427	66	1	—	—	—	62	113
Neuchâtel	—	—	—	—	—	—	—	—
Le Noirmont	229	1 177	—	—	—	—	—	2
Porrentruy	—	—	—	—	—	—	—	—
Romanshorn	—	—	—	—	—	—	65	—
St-Imier	180	530	—	—	—	—	—	16
Schaffhouse	—	—	—	—	—	—	180	4
Tramelan	714	1 124	—	—	—	—	—	—
Zurich	—	—	—	—	—	2	506	45
Total de décembre 1939	18 278	3 624	45	3	10	3	2 134	465
		21 947						
Total de décembre 1938	22 739	5 511	59	53	76	31	2 552	351
		28 309						

1) Pour les ouvrages de bijouterie et d'orfèvrerie, le poinçonnement est facultatif.
Für Bijouterie- und Schmiedwaren ist die Stempelung fakultativ.

A propos d'une centrale de clichés et photos

La Chambre Suisse de l'Horlogerie reçoit fréquemment de la part d'éditeurs ou d'auteurs d'articles et ouvrages se rapportant à l'horlogerie des demandes de clichés ou de photos pouvant servir à l'illustration de leurs publications.

Or, la Chambre Suisse de l'Horlogerie dispose bien d'un certain matériel, mais nettement insuffisant pour satisfaire à ces nombreuses demandes. Elle sait que très souvent ce qui lui est demandé existe bien, mais elle ignore à qui s'adresser pour l'obtenir.

Il y a là, nous semble-t-il, une lacune à combler par l'organisation d'une centrale de clichés et photographies pouvant servir à l'illustration d'articles ayant trait à l'horlogerie. Il ne saurait s'agir, — il est nécessaire de le préciser, — de clichés ou photos publicitaires dans le domaine desquels il ne peut être question de centraliser.

Nous pensons que tous ceux qui utilisent ou utiliseront un jour des clichés pour illustrer un article auraient le plus grand intérêt à savoir qu'il existe un dépôt central capable de leur fournir à des conditions à déterminer le matériel dont ils pourraient avoir besoin.

La Chambre Suisse de l'Horlogerie est disposée à organiser chez elle ce dépôt central. Il serait indiqué semble-t-il de prévoir un tarif de location aussi modeste que possible, mais suffisant cependant à indemniser les propriétaires de clichés et photos qui seraient disposés à s'en dessaisir au profit de tous par leur remise au dépôt central. Une fois ce matériel payé, les recettes ultérieures serviraient naturellement à la confection de clichés nouveaux.

La Chambre Suisse de l'Horlogerie recevra volontiers toutes les suggestions qui pourraient lui être faites à ce sujet.

Brevets d'invention**Enregistrements:**

Cl. 71 c, No. 207883. 31 octobre 1938, 18 h. — Cadran de pièce d'horlogerie. — **Stern Frères S. A.**, Sentier des Saules, Genève (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.

Cl. 71 f, No. 207834. 6 juillet 1938, 20 h. — Boîte de montre étanche. — **Ditshheim & Cie, Fabriques Vulcain et Volta**, 135, Rue de la Paix, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataires: Imer, de Wurtemberg & Cie., Genève.

Cl. 71 f, No. 207835. 6 juillet 1938, 20 h. — Boîte de montre étanche. — **Ditshheim & Cie, Fabriques Vulcain et Volta**, 135, Rue de la Paix, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataires: Imer, de Wurtemberg & Cie., Genève.

Cl. 71 f, No. 207836. 19 septembre 1938, 18 h. — Boîte de montre étanche. — **Huguenin frères & Cie., Société Anonyme, Fabrique Niel**, Le Locle (Suisse). Mandataires: Bovard & Cie., Berne.

Cl. 71 f, No. 207887. 14 octobre 1938, 15 h. — Boîte pour montre bracelet. — **Georges Maire**, 60, Rue Numa Droz, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataire: J. D. Pahud, Lausanne.

Bureau central du contrôle des métaux précieux.
Zentralamt für Edelmetallkontrolle.